



Metz le 19 janvier 2021

FINANCES PUBLIQUES MOSELLE

Monsieur le Président du CTL,

Nous nous présentons aujourd'hui en 2^e convocation du CTL ayant à l'ordre du jour : « volet emplois du Projet de Loi de Finances 2021 ». Pourquoi tant de précaution et de tromperie dans les termes utilisés et ne pas appeler ce comité technique : « **suppressions d'emplois** », ce qu'il est dans la réalité.

Vous avez supprimé 354 emplois en Moselle depuis 2009. Et pour cette année 2021, vous nous annoncez (ne jouons pas sur les mots) 25 suppressions pour notre département déjà bien sinistré qui perd donc depuis 2009 au total 379 emplois soit plus du tiers de ses effectifs !!! Avec tout ce que cela engendre en termes de conditions de travail, de service public rendu aux usagers et de maillage territorial...

Nous avons décidé de ne pas siéger à ce comité technique, et nous avons choisi symboliquement de nous exprimer devant la trésorerie de Florange qui a fermé ses portes au 1^{er} janvier 2021.

Pendant la crise sanitaire, nous avons exigé un moratoire sur les réformes en cours.

Qu'à cela ne tienne : vous avez continué la sape du service public, « quoi qu'il en coûte! »

Comment allez-vous expliquer aux agents qu'ils doivent faire plus, mieux et plus vite, tout en supprimant des emplois, en les contraignant à la mobilité, avec le gel de la valeur du point d'indice, et en leur expliquant que les réformes ne sont pas prêtes de s'arrêter ?

Le climat, en Moselle, comme ailleurs, est plus qu'anxiogène ! Les agents s'attendent au pire car chacun mesure les conséquences dévastatrices de toutes ces réformes dont la seule logique est budgétaire. Aucune de nos missions, aucun d'entre nous, ne sera épargné et l'ensemble de nos droits et garanties sont remis en cause. **Faut-il le rappeler : 4900 suppressions d'emplois sont programmées de 2020 à 2022 à la DGFIP.** La loi de transformation de la fonction publique est le nouvel outil permettant d'accélérer les suppressions massives d'emplois de fonctionnaires, la mobilité, l'externalisation et la privatisation de services et in fine le démantèlement de la fonction publique avec la mort du Statut Général des fonctionnaires.

Le Nouveau Réseau de Proximité, dit NRP, fait son œuvre.

Ont déjà été fermées les trésoreries de : Algrange, Audun le Tiche, Boulay, Albestroff, Courcelles Chaussy, Rémilly, Fénétrange, Moyeuve-Grande, Ars/Moselle, Delme, Sierck-Les-Bains, Puttelange-Aux-lacs, Sarreguemines, Forbach.

Et pour 2021 : Château-Salins, Florange, Metzervisse, Dieuze, Freyming-Merlebach, Fontoy.

Ainsi que la fermeture du Service d'Appui au Réseau, créé en 2018, et qui a joué un rôle important en matière de soutien des postes comptables SPL en difficulté.

Ce qui était important il y a à peine 3 ans ne l'est plus désormais. Comment vous croire aujourd'hui ?

Sans compter le transfert des taxes douanières à la DGFIP, particulièrement la taxe à l'essieu qui rapportait au bas mot plus de 30 milliards d'euros à l'État : transfert sans effectifs ni moyens matériels de contrôle, outre la pénibilité pour les services de gestion, quelle sera la perte financière de cette décision ?

Et doit-on continuer ? D'ici 2024, ce seront au total 22 fermetures de sites sur le territoire de la Moselle !

En brandissant le NRP, vous avez fait croire à tous les élus qu'ils devaient se réjouir en leur promettant que de nouveaux points de contact, plus nombreux et au plus près des zones rurales seraient créés : de la « poudre de perlimpinpin », comme dirait l'autre !
Nous ferons le bilan de la fermeture de ces points de contact d'ici 2024.

Vous substituez ni plus ni moins à des services de pleine compétence des points de contacts ouverts sur des demi-journées, et qui ne remplaceront jamais un véritable poste comptable, tant dans le service rendu aux élus que dans le service aux usagers.

Et dans ce paysage, arrive le paiement dit de « proximité », privatisation du paiement fait au sein des caisses de la DGFIP, assuré par des buralistes rémunérés, en contrat avec la Française de jeux...

Arrêtez de vous moquer du monde !

Permettez-nous en outre d'avoir un doute sur votre capacité à gérer les accueils vu la manière dont vous l'avez fait cette année : en les fermant, tout simplement !

Dernière idée en date pour solutionner le problème de l'accueil physique : un accueil téléphonique départemental est créé sans moyens supplémentaires, sans intéressement pécuniaire : nous demanderons un bilan très rapidement.

La crise sanitaire a démontré toute l'utilité de l'aspect humain .

Les agents de la DGFIP ont été exemplaires pendant cette période : ils ont assuré la continuité de service, que ce soit pour les usagers (en assurant la campagne déclarative), les élus (en continuant le conseil), les agents publics (en assurant la paye), les entreprises (en leur assurant le paiement des aides de l'État).

Voilà comment nous sommes remerciés : 25 emplois en moins en Moselle.

Au moment où les gens demandent plus de services publics et de contacts humains, vous nous proposez une administration virtuelle et dématérialisée.

Vous nous répétez à l'envi les consignes sur le port du masque, l'utilisation de gel, les gestes barrières, et maintenant des leçons de civisme concernant les horaires de travail au regard du couvre-feu, au risque d'infantiliser les agents du département.

Nous nous contenterons quant à nous de rappeler l'administration à ses devoirs de réapprovisionnement en moyens sanitaires, de nettoyage régulier des locaux et de désinfection des bureaux en cas de signalement de cas covid.

La colère laisse place à l'écœurement des agents.

**Dans ces conditions, vous comprendrez aisément que
nous ne siégeons pas à ce CTL.**

**EMPLOIS, MISSIONS, RÉMUNÉRATIONS,
DROITS ET GARANTIES
NON, ON NE LÂCHERA PAS !!!**

